

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Rétrospective 2020

La COVID-19 teste la résilience de l'économie et des marchés

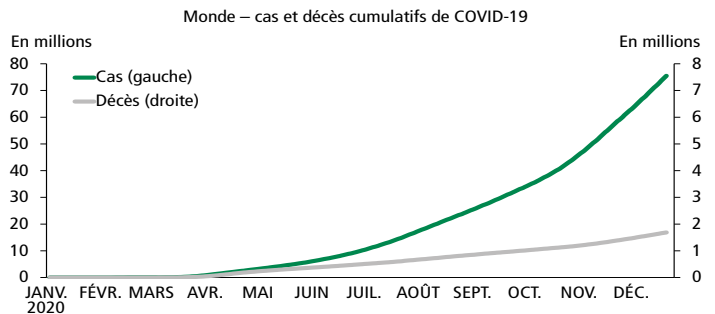
C'est maintenant l'heure des bilans pour l'année 2020. Voici les principaux points qui ont capté notre attention.

La pandémie de COVID-19 a été le thème majeur de l'année 2020. On n'aurait pu imaginer il y a un an qu'un obscur virus affectant quelques personnes fréquentant un marché de Wuhan en Chine aurait une si forte incidence sur toute l'actualité économique et financière. Ce virus a infecté près de 76 millions de personnes et a provoqué plus de 1,6 million de décès, selon les données officielles (graphique 1).

La pandémie a d'abord touché la Chine, dont le PIB réel a chuté de 10,0 % (34,4 % annualisé) au premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019, la première baisse depuis que les données sont publiées. Elle s'est ensuite propagée en Europe et puis sur le reste de la planète. L'effet sur l'économie, causé surtout par les mesures draconiennes imposées pour limiter la propagation de la maladie, a été dévastateur, notamment pour le secteur des services. **Le PIB réel de la plupart des pays a chuté au premier et surtout au deuxième trimestre de 2020.** Un relâchement des principales mesures sanitaires a ensuite appuyé un fort rebond de l'économie mondiale. Malgré cette amélioration, le manque à gagner par rapport au sommet cyclique de la fin de 2019 reste important, soit -2,5 % pour le G20, et la situation est pire pour la plupart des grandes économies (graphique 2). Seule la Chine, qui s'est remise remarquablement vite de la crise, devrait enregistrer une croissance positive de son PIB réel en 2020.

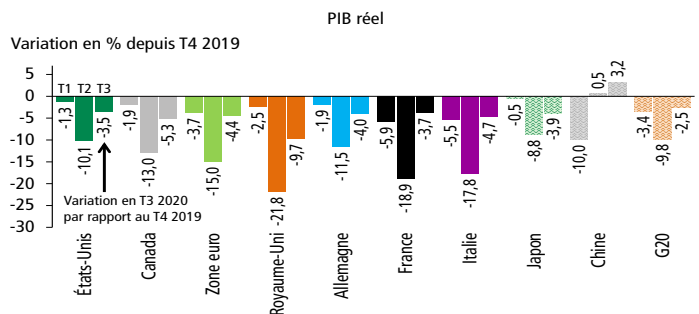
Peu d'autres sujets ont vraiment influencé l'actualité économique internationale en 2020. On peut tout de même penser à l'**accord commercial phase un entre la Chine et les États-Unis** qui a mené à une trêve dans la guerre commerciale entre ces deux pays. Le **Brexit** est aussi resté d'actualité. **Le Royaume-Uni est officiellement sorti de l'Union européenne (UE)** le 31 janvier 2020, mais les négociations pour arriver à une entente commerciale entre le Royaume-Uni et l'UE avant le 31 décembre se poursuivent avec difficulté.

GRAPHIQUE 1
COVID-19 : un drame humain qui a fortement affecté l'économie mondiale en 2020



Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 2
Malgré le regain estival, le niveau d'activité économique reste faible... sauf en Chine



Sources : Organisation de coopération et de développement économiques et Desjardins, Études économiques

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste en chef adjoint • Hélène Bégin, économiste principale
 Marc-Antoine Dumont, économiste • Benoit P. Durocher, économiste principal • Francis Généreux, économiste principal • Hendrix Vachon, économiste principal
 Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2020, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

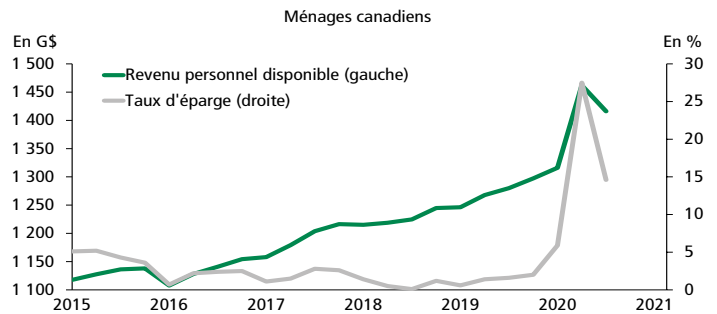
Aux États-Unis, le Congrès a réagi assez promptement à la crise de la COVID-19 avec un énorme plan d'aide coûtant 1 606 G\$ US. Évidemment, le déficit du gouvernement fédéral américain a bondi, atteignant 3 132 G\$ US au 30 septembre 2020. Malgré cette aide, 22 160 000 travailleurs américains ont perdu leur emploi en mars et en avril. Près de 56 % de ces emplois ont été depuis récupérés. Les élections présidentielles du 3 novembre ont provoqué un important changement de gouvernance alors que le démocrate **Joe Biden deviendra, le 20 janvier prochain, le 46^e président des États-Unis.**

Au Canada, l'aide des gouvernements aux particuliers et aux entreprises pour contrer les effets néfastes de la COVID-19 a été plus importante que dans la majorité des autres pays industrialisés. Combiné à la réduction de certaines dépenses de consommation, cela s'est notamment traduit par une **forte hausse du revenu disponible et de l'épargne des ménages.** Les ménages canadiens semblent ainsi en bonne posture pour l'après COVID-19 (graphique 3). Cela a toutefois entraîné une **augmentation considérable de l'endettement des administrations publiques** au pays. Par contre, le gouvernement fédéral (et certaines provinces, dans une moindre mesure) a entamé la crise avec une situation financière plutôt favorable comparativement à la plupart des autres administrations publiques des pays industrialisés, ce qui lui procurait une certaine marge de manœuvre.

La pandémie et les effets néfastes des mesures restrictives ont eu des **répercussions inégales au sein des provinces en 2020** (graphique 4). Le Québec et l'Ontario ont été particulièrement affectés, tout comme les provinces productrices de pétrole en raison de la réduction de la demande mondiale. La Colombie-Britannique et les provinces de l'Atlantique ont généralement été moins ébranlées. Cela dit, la seconde vague de COVID-19 survenue à la fin de l'année a frappé durement plusieurs provinces de l'Ouest, en plus du Québec et de l'Ontario.

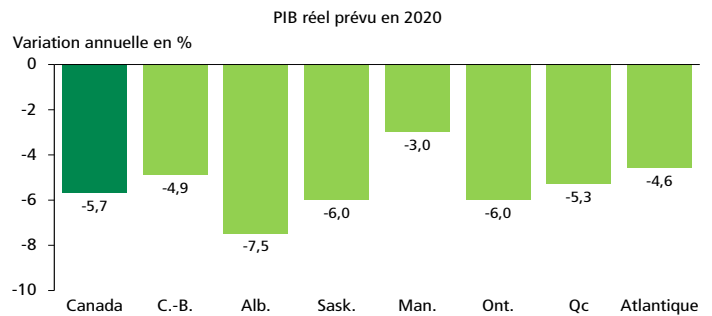
Le marché du travail a encaissé la pire détérioration de son histoire au printemps 2020. Les pertes d'emplois ont été d'une ampleur sans précédent au Canada, soit plus de 3 000 000 en l'espace de deux mois seulement. Le taux de chômage a plus que doublé, passant de 5,6 % en février à 13,7 % en mai. Toutes les provinces ont été affectées, mais le Québec l'a été davantage en raison de la fermeture plus généralisée de son économie. Un total de 820 500 emplois ont disparu en mars et en avril. Le taux de chômage a grimpé à un sommet 17,0 % en avril au Québec, le niveau le plus élevé des provinces canadiennes. L'Ontario a appliqué des mesures de restrictions un peu plus tard et celles-ci ont été complètement levées à l'été. Le taux de chômage a ainsi culminé à 13,6 % en mai alors qu'il avoisinait 5,5 % avant la pandémie. Le rebond de l'emploi a été impressionnant par la suite (graphique 5). Le retour de certaines mesures restrictives à l'automne dans plusieurs provinces risque toutefois de nuire au rétablissement complet du marché du travail.

GRAPHIQUE 3
La situation financière des ménages canadiens s'est améliorée pendant la crise



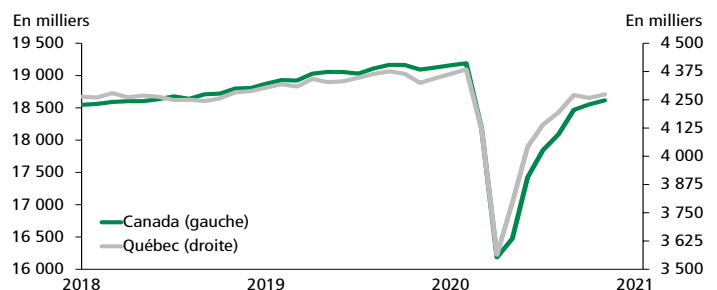
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 4
L'ensemble des provinces devrait connaître un recul du PIB réel en 2020



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 5
L'emploi a fortement chuté au printemps 2020, s'est redressé rapidement par la suite, mais pas complètement



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Le marché immobilier résidentiel a subi une chute importante de l'activité au printemps 2020. Les ventes ont plongé abruptement et les prix moyens ont connu un ajustement à la baisse au Canada et en Ontario, mais se sont stabilisés temporairement au Québec. **Le redressement du secteur résidentiel a ensuite surpris par sa vigueur et la période de récupération a été rapide.** Le nombre de ventes et les prix moyens ont même franchi de nouveaux sommets. Le bassin de propriétés à vendre s'avère particulièrement faible au Québec, ce qui continue d'alimenter la hausse des prix.

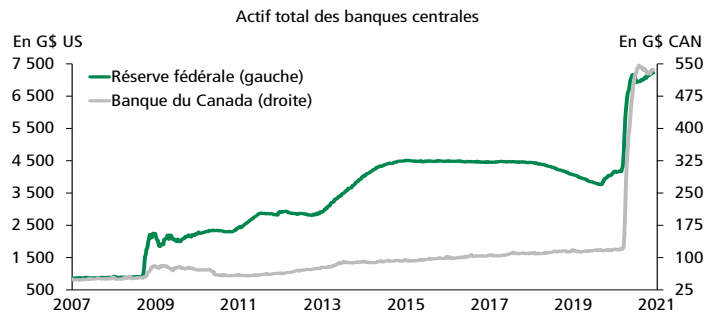
Les banques centrales sont rapidement retournées en mode ultra interventionniste en 2020. Les taux directeurs ont été abaissés à près de 0 % aux États-Unis et au Canada. D'importants programmes d'achats d'actifs ont été mis en branle (graphique 6). Il s'agissait d'une première pour la Banque du Canada et la taille de son bilan a presque été multipliée par cinq. Ces interventions ont contribué à abaisser l'ensemble des taux obligataires en plus de maintenir les écarts de crédit à des niveaux très faibles. Les actions énergiques des banques centrales ont rapidement dissipé les craintes que la pandémie s'accompagne d'une crise financière majeure.

Les Bourses ont rapidement rebondi après avoir connu l'une des chutes les plus violentes de leur histoire à la fin de l'hiver. Tirés par les titres technologiques, les indices boursiers américains ont particulièrement bien fait et ont atteint de nouveaux sommets dès la fin de l'été. Après quelques mois de pause, les bons résultats des entreprises et les développements très encourageants concernant un vaccin ont redonné un nouvel élan aux Bourses à la fin de 2020, ce qui a permis au S&P/TSX de revenir à son tour en territoire positif pour l'année. Grâce à ce rebond boursier et à l'importante baisse des taux obligataires, **2020 aura finalement été une bonne année pour les investisseurs** (graphique 7).

Le dollar américain a bénéficié de la forte incertitude sur les marchés au début du printemps, mais il a vite repris une tendance baissière contre la plupart des devises. À la fin de 2020, le dollar canadien avoisinait 0,79 \$ US, un sommet de plus de deux ans.

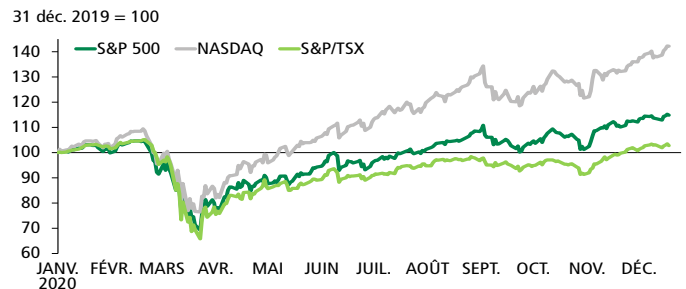
Le pétrole a connu une année difficile. L'effondrement de la demande à la fin de l'hiver et les craintes reliées aux capacités de stockage ont temporairement fait plonger le prix du WTI (*West Texas Intermediate*) à -37,63 \$ US en avril. Malgré un rebond rapide, les prix de l'or noir demeurent sous leur niveau pré-pandémie en raison d'une demande plus faible. À l'inverse, **les métaux de base et l'or ont tous les deux connu une forte croissance cette année.** Propulsé par le rebond rapide de l'économie chinoise, l'indice LME (*London Metal Exchange*) s'est accru de 20 % depuis janvier (graphique 8). Du côté du métal jaune, son prix a établi un nouveau record, en août, en atteignant 2 067,15 \$ US.

GRAPHIQUE 6
Les banques centrales ont injecté massivement des liquidités



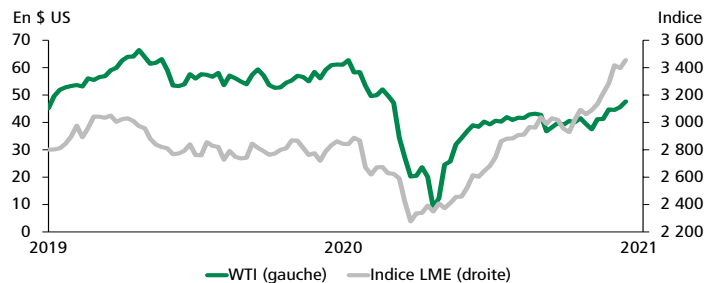
Sources : Datastream, Banque du Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 7
Les Bourses ont enregistré des gains en 2020



Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 8
Malgré la pandémie, les prix des métaux de base ont connu une forte croissance



WTI : *West Texas Intermediate*, LME : *London Metal Exchange*
Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques